



COMPTE RENDU DE REUNION HEBDOMADAIRE MARDI 17 FEVRIER 2004

AG CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE

Facilitation : Nathalie

ORDRE DU JOUR

- ▲ Introduction (Jérôme Martin, Pdt d'Act Up-Paris) p 1.
- ▲ Rappels sur l'homophobie (Ronan Rosec, Pdt de SOS Homophobie)..... p 2.
- ▲ Les lacunes de la loi / revendications..... p 3.
- ▲ Appels et divers Act Up-Paris p 4.
- ▲ Action de samedi 21 (modalités, organisation) et actions à plus long terme p 5.
- ▲ Glossaire..... p 9.

Introduction

Jérôme (AUP) : Bonsoir, et merci d'être là. Déclenchement de cette réunion : l'agression contre Sébastien de Lens. Les médias s'en sont emparés longtemps après les faits, après un article dans le monde qui est lui-même arrivé assez tard. L'idée est de pouvoir en discuter avec représentants du monde associatif et politique. Ce lieu est celui de notre réunion hebdo, lieu souverain. Idée donc que ce lieu soit celui d'une AG ouverte à tous, car chacun a eu à souffrir d'homophobie. Idée de réunir des acteurs associatifs, pédés, lesbiens, trans, etc...Et d'appeler à un rassemblement où il faut le plus de monde possible. L'AG doit discuter du contenu et des modalités de ce rassemblement.

Rappels sur l'homophobie

Ronan (SOS Homophobie) : SOS homophobie existe depuis 10 ans. Reçoit entre 500 et 700 appels/an, ce qui est beaucoup pour nous. À propos des témoignages sur la ligne d'écoute : voir le rapport annuel sur l'homophobie. Le 8^{ème} est pour 2004 ; les tendances : les appels proviennent plutôt d'hommes, plutôt dans la tranche 25-50 ans. Depuis 2 ou 3 ans, forte augmentation des agressions physiques. Dans ce contexte, l'agression de Sébastien ne nous étonne pas plus que ça. Beaucoup d'agressions sur les lieux de dragues, lors de rencontres via les réseaux, etc...Mais l'homophobie, c'est aussi dans la vie quotidienne. Malgré l'existence d'une loi, beaucoup d'homophobie sur le lieu du travail.

Philippe F. (AUP) : quelle est la répartition entre province et Paris ?

Ronan : on est beaucoup plus connu à Paris qu'en province, donc difficile d'avoir une idée précise de ce que signifient les chiffres d'appels sur les lignes.

? : Il y a aussi les agressions à l'égard des trans. Souvent les trans n'osent pas déclarer leur agression : on connaît le cas d'une personne qui a subi la même agression que Sébastien. Moi-même, j'ai été agressée très gravement il y a 3 ans, mais protégée par ma voiture, heureusement.

Christophe M. (AUP) : on a remarqué à Têtu, via les mails ou le travail des journalistes, un développement des agressions homophobes « institutionnelles » : sur les plages, les lieux de drague. Beaucoup de témoignages depuis 1 an et demi. C'est probablement lié à la droite et à la politique de répression ambiante. Il faut en parler, ainsi que des médias qui publient des horreurs sur les pédés. Hier F2 a fait un sujet sur la loi contre l'homophobie et juste après un sujet sur un homme qui aime petits garçons.

Johanna : la transphobie insidieuse existe partout. J'ai été obligée de déménager de Belleville parce que je suis gouine et trans. Quand SOS Homophobie deviendra-t-elle SOS Homophobie-Transphobie?

Ronan : c'est bien sûr quelque chose que l'on écoute. Depuis cette année, on travaille avec le Caritig et on poursuit la formation continue sur la transphobie. Mais pour le moment, c'est quelque chose qu'on met en place.

? : moi aussi j'ai été victime d'agression à plusieurs reprises. Maintenant ça se passe mieux, mais pendant ma période de transition, ça a été très difficile.

Ronan : on fait actuellement signer une pétition, 6000 signatures actuellement. Si vous voulez la signer, allez y.

Les lacunes de la loi / revendications

Jérôme : Act Up revendique depuis longtemps, entre autres, une loi sanctionnant les propos homophobes. Depuis 1 semaine, le gouvernement promet le vote d'une loi. Il y a eu quelques propositions il y a quelques mois, mais jusque-là, les députés de droite tenaient des propos identiques à celui de l'édito du Républicain Lorrain.

Il faut rappeler les propos homophobes tenus lors des débats parlementaires autour du pacs, qu'on avait cités dans Action : "Stérilisez-les", "les pédés, je leur pisse à la raie", etc. Et pas tenus que par des députés de droite: pour mémoire, Henri Emanuelli "Vous nous emmerdez avec vos histoires de tantouzes, ça n'intéresse pas le peuple".

Tout ces gens estiment que ces propos-là font partie d'un débat parce qu'il faut être tolérant quand il s'agit de mœurs. Il faut rappeler aussi le slogan "les pédés au bûcher" pendant la manif anti-pacs : on est passé des paroles aux actes.

De tout ça, on débat beaucoup depuis une semaine. Face au projet de loi : Avons-nous envie d'une loi qui ne reposerait que sur la répression ? Ce n'est pas suffisant.

Je suis enseignant, et "enculé" et "pédé" sont les insultes les plus courantes dans mon collège. On ne peut donc pas raisonner qu'en termes de répression, il faut penser aussi en termes de prévention, avec des moyens et un cadre défini.

On a eu le pacs pour progresser vers l'égalité, mais ce n'est pas l'égalité entre hétéros et homos.

Autre revendication, dans le droit du travail : il faut inverser l'administration de la preuve en cas de licenciement abusif: il ne faut plus que ce soit au salarié de prouver le caractère homophobe d'un licenciement ou d'un refus d'embauche, mais à l'employeur de prouver que sa décision n'a pas de caractère homophobe.

Patrick (le Monde Libertaire) : se battre pour une loi, soit. Mais il faut savoir qu'une étude préparatoire a été menée par les parlementaires, or c'était sous la responsabilité de Boutin. Il ne faut donc pas se leurrer, et ne pas raisonner seulement avec la loi.

Frederica (le Cercle) : cela fait un an que nous avons publié et envoyé aux parlementaires un projet de loi sur les abus contre les femmes. Une loi est importante, parce qu'on sait que quand il n'y a pas de loi, les gens se sentent autorisés à agir. Le drame de Sébastien est horrible, mais s'il y a un procès, il aura le même retentissement pour la lutte contre l'homophobie qu'à l'époque le procès de Bobigny pour le droit à l'avortement. Faut-il trouver 343 personnalités qui déclarent leur homosexualité?

Xavier (Panthères roses) : Quelle est notre position face à la loi ? La droite nous balade depuis des mois. Chirac ne cesse de faire ses déclarations pour une autorité qui est en fait imposé par l'Europe. Tant que l'inégalité entre trans et les autres existera, tant qu'une catégorie de personnes sera présentée comme inférieure, tant que le travail de prévention et d'information ne sera pas fait dans l'éducation nationale, on continuera à nous faire battre et brûler. Il faut l'égalité des droits. Il faut faire de l'égalité un prérequis.

On a la pétition de SOS-Homophobie qui reprend ce prérequis, sauf sur la question de la transphobie. Peut-être la pétition peut-elle constituer un outil commun, et comme plusieurs assocs sont présentes ce soir, on peut sortir de cette AG avec un outil ou un texte qui pose ce pré requis. Sur la base de ce texte, on demande ensuite à des personnalités média ou politiques de s'engager pour l'égalité des droits trans gouines pédés.

Alain (Inter-LGBT) : on pense que l'engagement de Perben est très précis. Mais ce n'est pas le cas. Depuis juin 2003, les discussions sont tendues avec eux. Car leur position est de créer un cadre spécifique contre l'homophobie qui serait condamnation inférieure à celle du racisme. Il faut être vigilant, car cela légitime une différence avec le racisme. Selon Perben, toucher à la loi sur la liberté de la presse serait un obstacle insurmontable pour légiférer contre l'homophobie. Il faut signaler que l'érito du monde revendique très courageusement le contraire.

Khalil (AUP) : l'agression de Sébastien appelle aussi la revendication de constituer une brigade équivalente à celle des narcotiques pour les questions sur l'homophobie, chargée des enquêtes sur les actes homophobes.

Christophe M. (AUP) : il faut travailler avec les gens qui ont été victimes. Les meurtres d'homos, c'est une réalité dans ce pays. Certaines victimes ne vont pas porter plainte car on n'a pas d'amis dans la police. Il y a un gros boulot à faire sur l'information de la justice et de la police. Il faudrait aussi un numéro vert pour les victimes.

Arlindo : les arguments viennent de tous les côtés. On a des échéances à court terme : les élections. Le long terme sera plus difficile encore. Il faut prendre le drame de Sébastien comme prétexte.

Martine Billard (les Verts) : je ne suis pas là pour me faire voir. La loi, on ne l'aura pas dans les mois qui viennent. Est-ce qu'on accepte une loi au rabais qui prévoit des amendes, une loi spécifique, ou une loi qui soit dans le cadre de la loi actuelle des propos racistes ? Comme députée, je m'alignerai sur la position qui ressortira de vos AG. Si tout le monde considère qu'il faut voter la loi que proposera le gouvernement, on le fera, même si c'est quelqu'un comme Lelouche qui présente un texte contre les discriminations.

Micha : il faudrait plus de cas d'agressions pour qu'on puisse se réunir et débattre. (protestations dans la salle!) Je veux m'adresser aux militants gays. Il ne s'agit pas de défendre des cas particuliers et il faut arrêter de faire « la pute avec les politicards » (nouvelles protestations dans la salle). Il est important de définir nos revendications et ne pas accepter n'importe quelle loi.

Manuela (HES) : je propose qu'on soit ambitieux ce soir et qu'on demande la modification de l'article 1 de la constitution : il faut ajouter le critère de l'orientation sexuelle dans le passage "sans discrimination de sexe, de race, etc...."

Alain (AUP) : je suis aussi enseignant, dans mon établissement, on a fait pression pour modifier le règlement intérieur afin que les propos et discriminations homophobes soient réprimés. Dans ce cas,

les collègues sont souverains, pas besoin du ministère. Il faut agir avec les syndicats, faire pression sur les organisations patronales : Medef, SNEG, etc.... pour que le travail de lobby soit fait partout là où on peut.

Il faut aussi poser la question des discriminations entre nous : dans le milieu, on traite comme des chiens les beurs, les vieux, les folles, les trans... Puisque des représentants mairie de paris sont là, il faut qu'ils agissent pour que dans la future maison des homosexualités, on parle de l'homophobie y compris à l'intérieur de la communauté.

Hoàng (Académie Gay et Lesbienne) : c'est le moment où jamais d'obtenir cette loi, que Jospin n'a pas été capable de le faire.

Georges : une loi se vote toujours dans un contexte de rapport de force. Il faut une pétition qui soit simple pour qu'elle soit signée par les intellos et une large partie de la population. On peut y arriver.

Pascale (Panthères Roses) : sur le réalisme : le gouvernement qui s'attaque aux précaires et intermittents n'est pas réaliste. Le réalisme ne veut rien dire. À propos de l'égalité des droits, l'homophobie n'existe que parce que les trans et les pédés existent. À partir du moment où il existe des catégories avec des droits différents, il faut demander des droits égaux.

Xavier (AUP) : il faut obtenir une loi qui mette l'homophobie sur le même plan que le racisme, mais tous seuls on n'y arrivera pas. Il faut que le PS nous aide sur ce point. Martine Billard ne suffira pas.

Manuella (HES) : on fait ce lobby. Même à l'intérieur du parti, on avance (surtout sur les questions trans). Huchon est venu au festival gay et lesbien.

Arlindo : il faut arrêter de gamberger et se mobiliser. Il faut sortir dans la rue, et profiter des élections pour nous faire entendre.

Manu (AUP) : A Act Up, on a été très choqués par ce qui s'est passé. Il faut exploiter au maximum cette histoire et au maximum les médias. Je préfère l'égalité des droits à un droit privilégié. Pas comme le pacs qui était juste un substitut pour nous faire taire. Il faut un mot d'ordre très simple, axé sur l'égalité.

Hélène (AUP) : Quand on regarde qui est touché par les actes de violence, ce sont les personnes les plus défavorisées, celles qu'on aura du mal à représenter ici. On voit bien que le cas Nouchet, c'est pas le 6ème ardt, c'est pas la gauche caviar. La 2^{ème} chose, c'est la police. L'affaire Nouchet n'a pas encore été élucidée, mais tout le monde sait que c'est un flic qui a été couvert [NDLR:?????]. Ça me rappelle la réaction des journaux bourgeois au rap homophobe, transphobe, sexiste de Passy : ça les avait excités. Pour les trans en tout cas, les statistiques US sont formelles : elles vivent dans les quartiers les plus pauvres, elles n'ont pas de boulot... La violence la plus réelle, elle se passe chez les pauvres. Comment on fait pour celles et ceux qui n'ont pas la force de réagir à la violence ?

Antonin (AUP) : Très content qu'il y ait autant de monde. Il faut arriver à un consensus par le haut et faire une manif unitaire. Il faut lister un maximum de points, qu'on va défendre ensemble, mais que chacun travaillera selon ses spécificités.

Esther : Il y a l'action de samedi dans le Marais, mais on pourrait peut-être en sortir.

Nathalie (facilitatrice) : on verra ça au point 5 de l'ODJ.

? : Que se passe-t-il dans les autres pays européens ?

? : Un rapport européen existe. En Suède : la loi qui définit les injures et la liberté de la presse est une loi constitutionnelle. C'est sur le site du Sénat.

Appels et divers Act Up-Paris

- Appel picketing suspension de peine (Antonin) : rappel de ce qu'est la suspension de peine. Picketing jeudi 17h30 M° Pyramides, il faut 20 personnes, plus 2 personnes au local mercredi pour les pancartes : Vincent, Christophe P.

- Appel Conférence de Bangkok (Fabrice) : il faut un militant pour coordonner la logistique du déplacement: Jean-Charles.
- Annonce Etats généraux femmes et sida (Élodie) : ces Etats généraux sont une initiative inter associative, le but est de toucher des femmes qui ne sont pas en milieu thérapeutique. Ils auront lieu les 7 et 8 mars prochain. Des tracts d'annonce circulent dans la salle.
- Appel CROI (Jérôme) : un CR de la conférence sera fait en RH mardi prochain.
- Annonce de la quête (Jérôme).
- Appel stands Nuit du zapping (à la Cigale) et concerts têtes raides (au Bataclan) (Michel R.).

Action de samedi 21 (modalités, organisation) et actions à plus long terme

Nathalie : une manif est organisée samedi dans le Marais.

Jérôme : l'idée est d'organiser un rassemblement avec le plus de monde possible dans le Marais. Une demande a été déposée à la Préfecture. Ce dont il faut débattre : de quoi vous avez envie pour ce rassemblement ? À Act Up, on avait pensé à : die-in, fermetures d'établissements, prises de parole de personnalités.

Alain (AUP) : Partir avec un mot d'ordre commun (égalité des droits par ex.), une banderole interassociative, et sortir du Marais pour porter notre revendication vers Matignon. On peut avancer l'heure du rassemblement. Par ailleurs, on peut demander aux établissements d'inciter les clients à nous rejoindre. Je suis d'accord avec Arlindo : ne pas attendre le PS, avancer nos pions avant les élections.

Act Up Lyon : appelle aussi à manifester.

Eric : il y a deux objectifs : organiser une mobilisation communautaire, mais aussi l'idée de passer à l'offensive. Donc de sortir du Marais, d'aller dans un endroit plus symbolique. Ou bien faire une marche de nuit, par ex. aux Halles, où l'on n'est pas à l'abri des agressions. Une marche rue de Rivoli...

Jérôme : Quand on a appelé à cette AG et à cette action, c'était en effet pour déclencher une réaction communautaire. À mon arrivée à AUP il y a quelques années, on avait déjà tenté de faire sortir les pédés de leurs bars pour qu'ils crient leur colère, mais on n'avait pas réussi. C'est pour ça que ça nous paraissait important de retourner dans le Marais. Sortir du Marais, attention : ça demande des moyens, banderoles, autorisation (ou non) de la Préfecture, etc.

Manu (AUP) : Une manif, ça me paraît un peu commun, encore une manif de pédés... Il faut faire un truc qui crée une image plus forte, pour les médias. Die-in ou grand feu. Fermeture des établissements.

Philippe (AUP) : Chaque fois qu'on dit qu'on va dans le Marais, on recule. Produisons pour la première fois ce que nous n'avons pas été capables de faire dans toutes les occasions antérieures : mobilisons le Marais comme lieu unique de visibilité de la communauté. La seule chose tangible, dans la communauté, c'est le commerce : capacité des bars et des lieux gay à mobiliser les gays. Nous devons être capables de montrer que le Marais se mobilise collectivement, commerces et clients.

? : Je me souviens d'une manif qui est passée par le Marais et où personne n'a réagi. Il faut empêcher les gens d'entrer dans les commerces.

Olivier (AUP) : Ce qui m'intéresse, c'est qui va venir ? Des personnalités, des politiques ? Delanoë devrait venir avec son équipe municipale, sinon il ferait une grave erreur.

Christophe M. (AUP) : Il faut que les commerces ferment, sinon le message est totalement brouillé. Si on n'est pas capable de tous se mobiliser pendant une 1/2 heure, c'est grave. Si on le fait dans le Marais, il faut que le Marais se mobilise collectivement, clients et commerçants inclus.

Jean-François (SNEG) : J'ai l'impression d'être devant le fait accompli. Il est hors de question que les commerçants ne s'associent pas. Évidemment que les commerçants vont s'associer, on y a réfléchi. Mais on ne peut pas fermer. Même si on est fermé, ça m'étonnerait que les clients suivent le cortège. Proposition : une affiche barrée de rouge sur les devantures. Quant à la fermeture, ça n'a de sens que si tout le monde ferme, et je ne peux pas garantir que tout le monde ferme. 6000 tracts, c'est assez peu. On n'est pas assez préparé.

Hoang (Académie Gay et Lesbienne) : Il faut baisser les rideaux, symboliquement. Le Marais, c'est le quartier homosexuel, ça doit se faire là. Mais je suggère aussi qu'on jette une gerbe à la Seine, à la mémoire du garçon jeté à la Seine par les skins.

Frederica (le Cercle) : On sort de notre ghetto, on va à l'Hôtel de ville, et après place Vendôme, là où on fait les lois.

Xavier (AUP) : Jean-François, je n'ai pas entendu dans ce que tu as dit une bonne raison de ne pas fermer. Il n'y aura peut-être pas tout le monde, mais tu dois lancer un appel à fermeture au nom du SNEG. D'autre part, il faut arrêter avec la symbolique du feu, c'est du mauvais goût.

Jean-François (SNEG) : Quand il y a eu assassinat collectif au sauna, les commerçants se sont mobilisés en organisant une grande collecte.

Marjolaine (AUP) : Ça a l'air d'être un truc purement gay, il faudrait associer les assocs féministes.

Thomas D. : solution pour l'histoire des fermetures : une lettre collective des présidents d'assocs à tous les établissements du parcours, et puis on verra qui ferme.

Alain (AUP) : Rester dans le Marais, c'est bien parce que c'est communautaire. Mais je reprends l'idée d'un texte unitaire, d'une revendication politique. Dans les actions à plus long terme, si la mobilisation prend, il faudra faire un rassemblement beaucoup plus large vers la place Vendôme ou Beauveau, dans l'après-midi.

Ronan (SOS Homophobie) : Hors de question de sortir les gens des bars de force.

Mix-cité : Ce n'est pas à nous, assocs féministes, de décider du lieu (Marais ou pas). Mais on y sera et il faut que ce soit unitaire, ne pas rester compartimenté. À plus longue vue, il existe des textes de loi pour les [NDLR: ?????]

Alain (Inter-LGBT) : Attention à ne pas se radicaliser. Ex. : revendiquer le droit à l'homoparentalité à partir du drame de S. Nouchet. C'est une rhétorique qui n'est pas très claire vue de l'extérieur. Il y a une attente réelle des assocs de défense des personnes, il faut leur trouver un cadre. Malheureusement, samedi soir dans le Marais, avec un texte très radical, ça ne peut pas être le seul cadre. Il faut aller plus loin et proposer des initiatives à l'extérieur. Proposition : le 28, en écho de la manif de Lille, faire quelque chose à Paris.

Emmanuelle (AUP) : Pour l'affiche, en réponse à Jean-François : « l'homophobie tue », rappeler qu'il y a eu des agressions, etc. Ta voix peut vraiment être entendue. Il y a un type qui a été cramé, point. Si le MRAP et les autres ne peuvent pas se déplacer parce que c'est dans le Marais, communautaire, etc., je prends ça pour de l'indifférence, si ce n'est de l'homophobie.

Philippe M. (AUP) : Pour l'affiche : « cet établissement invite ses clients à rejoindre la manif », placardé sur les établissements gays. Soyons simples, c'est samedi prochain : en revanche, que cette manif soit l'occasion d'appeler à une autre plus large. Qu'est-ce qu'on fait ? un die-in ? combien de temps ? des silences ? du bruit ? Il ne s'agit pas de produire du discours, nous le faisons chacun dans nos assocs. Que chacun vienne avec ses sifflets, cornes de brume... Une clameur !

Michel C. (AUP) : Ce qui a été demandé à la Préfecture : un rassemblement statique dans le périmètre rue des Archives (de la rue de la Verrerie à la rue des Blancs-Manteaux) et rue Ste Croix-de-la-Bretonnerie. Le centre du rassemblement est le croisement des deux rues.

? : Je me rappelle d'une manif où les commerces avaient fermé, et une jardinière était tombée du 4^e étage au lieu de dispersion. Donc le marais n'est pas qu'un lieu pédé...

Christophe M. (AUP) : si on prend ce croisement, j'espère que l'Open et le Cox vont fermer.

? : Je suis d'accord avec le fait que samedi ne peut être que communautaire. Mais je pense aussi qu'on peut être hétéro et solidaire. Ce n'est pas seulement un débat homosexuel.

Antonio (SNEG) : avec Jean-François, on est pédé et militant avant tout, et ce qui me choque, c'est que certaines personnes dans le Marais ne sont pas au courant du drame de Sébastien. Cette manif est donc importante, mais après ? Je veux être considéré comme un citoyen ordinaire et si on doit se servir de Sébastien, faisons-le. Lançons pour la suite un appel national pour une manif.

Xavier (Panthères Roses) : le minimum est de demander un show off, pour nous laisser diffuser une alarme pendant la manif. Je pense qu'il faut plutôt du bruit d'abord et le silence ensuite pour faire sortir les gens des bars et qu'il nous rejoignent.

Une mobilisation communautaire, oui, mais pourquoi faire ? Les revendications données en termes de droit, c'est le plus important. Pour le moment, ce rassemblement ne peut être une manif nationale. Pour le moment, on fait un tour avec les pédés et gouines pour dire qu'on se mobilise et qu'on réagit. Et cette manif communautaire doit avoir un impact. Si on reste dans le Marais, on risque un attentisme, alors que si on en sort, on peut provoquer le mouvement.

Jérôme : quels présidents ou représentants d'assocs peuvent signer un courrier demain ? Et Xavier a raison, les commerces doivent fermer le son samedi.

Il faut qu'on soit clair collectivement sur l'utilisation ou pas du cas de Sébastien. Je n'ai pas envie d'entendre ça, ce drame est horrible et on ne fera rien sur le dos de quelqu'un. On n'utilise pas Sébastien.

Les assocs féministes ont été contactées, notamment Ni putes ni soumises. Sortir du marais dès samedi, ça pourrait s'envisager, mais encore faudrait-il l'organiser concrètement et qu'il y ait des gens pour le faire. Ok avec Philippe pour dire qu'il faut d'abord mobiliser les pédés. Je propose donc qu'on en reste au rassemblement dans le Marais pour samedi et qu'on prévoit d'aller ailleurs dans les semaines à venir.

Mouloud (AUP) : comment peut-on négocier que les patrons de bars agissent ? C'est le minimum syndical que les bars ferment. Un mois pour réagir, c'est trop long, et les politiques ne sont pas là ce soir. Donc il faut une réponse communautaire, dans le Marais parce que c'est un endroit où on peut exister et pas un ghetto.

Laurent : Ce serait simple à organiser de se retrouver à la maison des citoyens. Flûte alors !

Jean Charles (AUP) : une manif silencieuse, ce serait bien.

Alain (AUP) : je n'ai toujours pas compris si les responsables d'assocs sont d'accord pour avoir un mot d'ordre unitaire. Est-ce qu'on va aller vers un discours sur l'égalité des droits ? Il faut au moins une banderole sur ce sujet et que les gens se prononcent.

L'idée de se rassembler le 27 février est une bonne idée. On peut demander à la mairie de Paris une salle pour un débat qui sera organisé à l'issue de la manif. Le Gymnase des Blancs-Manteaux, la Bourse du Travail.

Jean-François (SNEG) : j'en suis toujours à mon affiche. J'ai retenu : l'homophobie tue, rassemblement samedi. Vos établissements vous demandent de rejoindre la manif... Est-ce qu'on met quelque chose sur l'égalité des droits ?

Il faut savoir que certains établissements comme les Marronniers minimisent leur clientèle gaie, alors que c'est faux...

Jérôme : on les sollicitera aussi

Antonin (AUP) : il faut demander l'égalité des droits, mais sur l'adoption, sur l'AMP, sur le mariage... Il faut une plate-forme pour savoir quels droits. À partir du moment où nous sommes des sous-citoyens, alors on laisse se propager une transphobie et une homophobie implicites.

Jérôme : on peut transformer le mot d'ordre en égalité des droits, ainsi que sur la transphobie. On a besoin de répartir le travail avec les autres assocs pour diffuser un tract en dehors du milieu (facs, etc....)

Thomas D : on peut très bien avoir une banderole avec « contre l'homophobie, égalité des droits ». Il faut qu'on fasse ce lien entre égalité et homophobie, car si nous on le fait, pour beaucoup de gens ce n'est pas évident.

Michel C. (AUP) : plutôt que "contre l'homophobie, égalité des droits", que je trouve un peu mou, on peut faire : "l'homophobie tue , égalité des droits".

Xavier (AUP) : il faut qu'on vote sur ce mot d'ordre et qu'on départage les quatre propositions : "l'homophobie tue", "égalité des droits", "contre l'homophobie - égalité des droits", "l'homophobie tue - égalité des droits"

Et il faut que les présidents d'assocs décident ensuite ce qu'on fera pendant la manif.

VOTE:

L'homophobie tue	37
Égalité des droits	2
Contre l'homophobie, égalité des droits	25
L'homophobie tue, égalité des droits	>150

Jérôme : on doit trouver une salle pour samedi soir, afin de faire une AG à la suite du rassemblement pour discuter de l'après. Qui peut s'occuper de trouver un lieu pour samedi 21 heures ?

Alain (AUP) : je peux m'en occuper.

Elise (AUP) : on ne pourra pas faire une banderole de 15 mots, mais la transphobie doit apparaître dans les textes et les pancartes.

Jérôme : si vous avez des plans médias, venez nous parler.

GLOSSAIRE

AUP : Act Up-Paris
CGL : Centre Gai et Lesbien
CR : compte-rendu
CROI : Conference on Retroviruses and Opportunistic Infections

HES : Homosexualité et Socialisme
RH : Réunion hebdomadaire d'Act Up-Paris
SNEG : Syndicat National des Entreprises Gaies

Fin de la RH à 22h10
Plus de 200 personnes étaient présentes
La quête a rapporté 471,21 €

Prise de notes et frappe : Eve P. et Christophe LD.
Relecture et mise en page : Michel C.